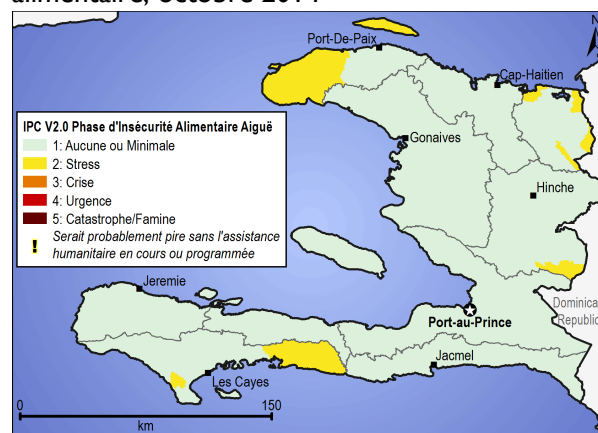


*Le faible niveau de la production agricole induira une détérioration de la sécurité alimentaire*

**MESSAGES CLÉS**

- L'amélioration des conditions de disponibilité et d'accessibilité constatée depuis juillet ne devrait pas s'étendre au-delà d'octobre. L'épuisement prématuré des réserves au niveau des ménages et la baisse de la demande de la main-d'œuvre, principale source de revenu des pauvres, en sont les causes immédiates. Des communes dans les Nippes, le Sud-est, et le Sud pourraient se retrouver en Crise dès le mois de février 2015.
- Des périodes sèches successives depuis mai, ont marqué les deux campagnes agricoles du printemps et de l'automne. Les principales cultures comme le maïs, le riz, le pois congo, les ignames et les arachides ont accusé des pertes allant jusqu'à 50 pour cent par rapport à une année normale. La dépendance des ménages du marché sera beaucoup plus élevée au cours des prochains mois.
- En dépit de la faiblesse de la production agricole, les prix sont stables. Cette tendance pourrait se renverser dès le mois de novembre avec des augmentations pouvant atteindre 10 pour cent. Outre l'épuisement des stocks alimentaires au niveau des ménages, l'enchérissement du dollar par rapport à la gourde et l'augmentation du prix à la pompe du carburant seront à la base de l'envolée des prix des produits alimentaire de base.
- Des interventions en cours dans le Plateau Central, le Nord-Ouest, le Sud-est et l'Ouest ont permis de réduire l'impact de la faiblesse de la production agricole sur plus de 16 000 ménages. Un suivi très soutenu de la situation alimentaire est toutefois nécessaire dans ces zones et d'autres tout aussi frappées par des conditions climatiques adverses causant la perte de la production agricole.

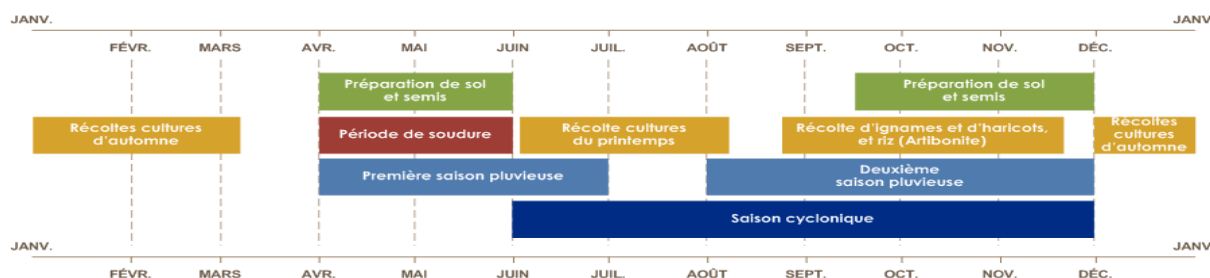
Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, octobre 2014



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats d'insécurité alimentaire *aigüe* qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site [www.fews.net/foodinsecurityscale](http://www.fews.net/foodinsecurityscale) pour plus d'information à cet égard.

**CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE**



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien des organismes suivants:

## CONTEXTE NATIONALE

### Situation actuelle

Après les grandes récoltes de juillet/août, octobre est généralement marqué par un ralentissement des activités agricoles dans la plupart des zones agro-écologiques du pays. Typiquement, les agriculteurs des montagnes humides et de la Vallée de l'Artibonite récoltent respectivement les haricots et le riz. Octobre est également un mois très pluvieux qui conditionne la réussite des cultures du pois Congo et du sorgho, dont les récoltes s'étalent entre décembre et février. Ces dernières permettent un relèvement des stocks au niveau des ménages jusqu'à la période de soudure qui démarre en avril.

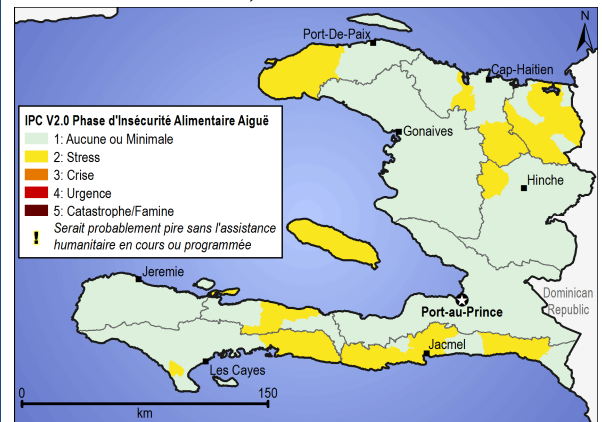
Cependant, des conditions climatiques adverses qui frappent de nombreuses zones du pays depuis juin 2014, associées à des conditions socio-économiques pas toujours favorables, ont contribué à une baisse de la production de la grande campagne du printemps et font peser des menaces sur les cultures d'automne. La sécurité alimentaire des ménages pauvres qui varie en fonction de l'évolution de ces facteurs pourrait se dégrader dans les zones les plus touchées dans la péninsule du Sud, le Plateau Central, le Nord et le Nord-est entre octobre 2014 et mars 2015.

**Conditions climatiques adverses.** L'agriculture haïtienne dépend, dans une grande mesure, du régime pluvial. Tout retard ou cessation dans la distribution des pluies affecte la production agricole qui, au bout du compte, réduit l'accès des ménages pauvres aux aliments et aux revenus provenant des ventes de main d'œuvre. Cette année, les précipitations ont été erratiques et rares sont les zones où les pluies ont atteint leur niveau normal.

Les mois de mai, d'août, de septembre et d'octobre considérés typiquement comme les plus pluvieux ont été marqués par des déficits. A la fin du mois d'août, le *National Oceanic and Atmospheric Administration* (NOAA) rapportait que de nombreuses localités, depuis le début du mois de mai, avaient continué de faire face à des déficits pluviométriques allant de 50 à 80 pour cent de la normale à travers le pays, avec des déficits hydriques supérieurs à 50 pour cent dans la péninsule du Sud. Vers la fin du mois de septembre, un peu plus pluvieux qu'août, NOAA notait que les zones qui souffraient de déficit hydrique depuis des semaines ont pu bénéficier de pluviométrie se situant entre 50 et 80 pour cent de la normale.

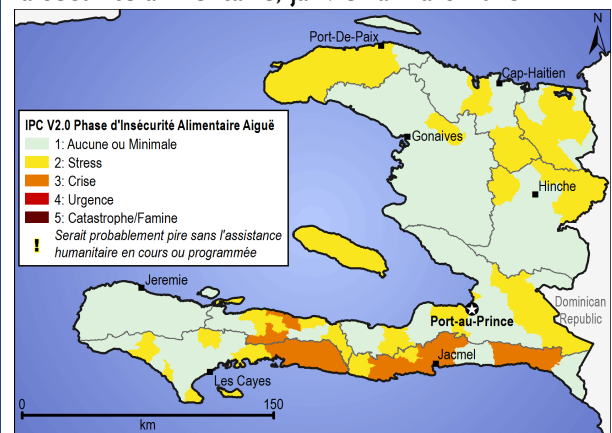
Après des conditions plus favorables en septembre, le mois d'octobre repart avec des déficits dans presque toutes les zones du pays. La péninsule du sud bien qu'ayant bénéficié d'une bonne pluviométrie au début de la saison est la plus affectée par des périodes sèches (fig. 1).

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, octobre à décembre 2014



Source: FEWS NET

Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mars 2015



Source: FEWS NET

Ces cartes représentent les résultats d'insécurité alimentaire aiguë qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire chronique. Veuillez consulter le site [www.fews.net/foodinsecurityscale](http://www.fews.net/foodinsecurityscale) pour plus d'information à cet égard.

**Conditions socio-économiques.** L'investissement dans le secteur agricole n'a pas évolué au cours de cette année. Elle s'explique grandement par la lenteur dans le décaissement des fonds publics destinés au développement agricole. Par exemple, des 140 millions de gourdes attendues pour le développement de la zone rizicole dans l'Artibonite, seulement 13 millions ont pu effectivement être décaissés. Il s'en suit le non-curage du canal d'alimentation des Trois Bornes à Desdunes dont dépend la production rizicole dans cette commune.

Découlant de ce déficit d'investissement, on a observé un manque significatif des intrants productifs. La quantité d'engrais disponibles atteignait à peine 80 pour cent de celle des années antérieures. De plus, les prix étaient près du double de leur valeur de l'année 2013 passant de 900 à environ 1500 gourdes. Les semences distribuées par le Ministère de l'Agriculture et ses partenaires restaient nettement en deçà de leur niveau des années antérieures.

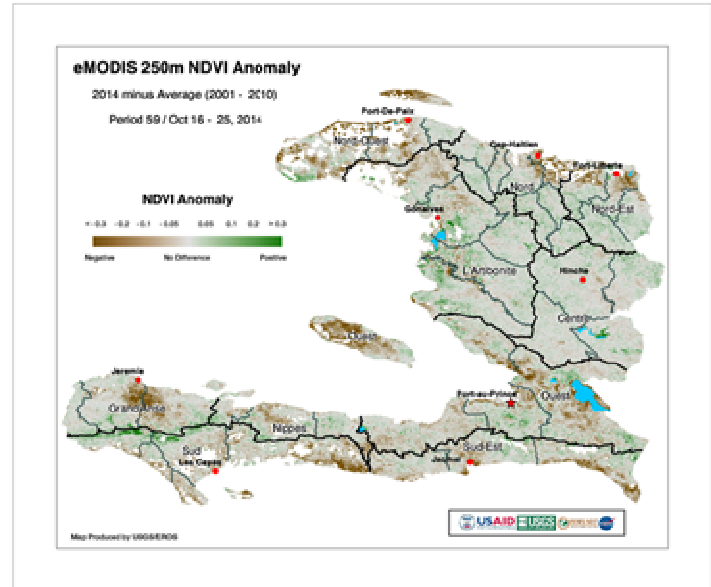
L'ouverture des classes en septembre pèse beaucoup sur les ménages pauvres, qui ont perdu une partie importante de leur récolte. Ces derniers investissent beaucoup dans l'éducation de leur progéniture mais non sans compromettre leur sécurité alimentaire. L'étude conduite par FEWS NET et CNSA en 2009 a montré que les pauvres qui envoient leurs enfants à l'école n'arrivent pas à consommer les 2100 Kcal journalièrement requises.

A côté de ces facteurs qui impactent négativement la disponibilité et l'accès aux aliments, particulièrement chez les ménages pauvres des zones rurales, d'autres facteurs semblent jouer un rôle assez positif. C'est le cas par exemple des transferts d'argent de l'étranger de la diaspora vers les membres de sa famille. Ces montants ne cessent d'augmenter d'année en année. Si au mois d'août 2013, les transferts étaient de 107 millions de dollars américains d'après des données reçues de la Banque de la République d'Haiti, en août 2014, ils plafonnaient à 117 millions, soit une augmentation de 9 pour cent. C'est probablement dû au fait que la migration vers l'Amérique du Nord, la République Dominicaine et de nouvelles destinations comme l'Amérique du Sud n'a pas cessé d'augmenter.

Parallèlement, les importations alimentaires continuent à un niveau permettant de réduire les déficits de production. Ces importations profitent de la stabilité des prix au niveau mondial, car, en dépit de la dépréciation de la monnaie nationale qui est passée de 43 à 46 gourdes pour un dollar dans l'espace d'une année, les prix des produits importés tels le riz, la farine, le sucre et l'huile sont relativement stables au cours de cette période.

**Impact de ces facteurs sur la production agricole locale.** Ces facteurs ont affecté à des niveaux différents les principales cultures pratiquées dans le pays. Le maïs, la céréale la plus répandue étant cultivée dans toutes les zones de mode de vie, est la plus affectée. La CNSA estime les pertes du maïs à 52 pour cent par rapport à l'année 2013 et à 55 pour cent en comparaison à 2009. Tandis que le riz, cultivé surtout dans la Vallée de l'Artibonite sous irrigation a enregistré des pertes estimées à 20 pour cent (riz usiné). Pour des cultures comme les haricots, les arachides et le pois congo, les pertes de récolte sont estimées à 11, 43 et 44 pour cent respectivement.

**Figure 1.** Indice de végétation par différence normalisée, pour la période d'octobre 16 au 25 octobre 2014.



Source: USGS/FEWS NET

Ces pertes peuvent être encore plus élevées pour les ménages pauvres qui cultivent généralement les terres les plus marginales et peu fertiles. Leur production propre représente généralement 15 à 50 pour cent de leur source de nourriture suivant la zone, d'après l'étude de 2005 de FEWS NET. Face à des déficits de production aussi élevés, ils devront donc s'approvisionner davantage au marché qui constitue déjà 30 à 70 pour cent de leur source de nourriture. Les stocks qui tiennent habituellement jusqu'au mois de mars seront déjà épuisés vers la fin de janvier. Ils connaîtront des moments difficiles en novembre avant la récolte du pois congo et du sorgho qui se fera en décembre et janvier, particulièrement dans les zones agro-pastorales sèches, dans certaines communes dans la zone agro-pastorale de Plateau et la zone sèche d'agriculture et de pêche.

En plus d'être une source importante de nourriture, l'agriculture joue un rôle de tout premier plan comme source de revenu chez les ménages pauvres. Le revenu tiré de la main-d'œuvre agricole et la vente de production propre varie entre 40 et 85 pour cent en fonction de la zone. La faible production du printemps et la probabilité de faible pluviométrie entre octobre et décembre feront baisser de façon significative les revenus provenant habituellement de ces sources en cette période. Dans ces conditions, les ménages pauvres devront faire appel à d'autres sources de revenu ou essayer de puiser davantage dans celles qui existent déjà. Les plus probables sources, la vente du charbon de bois, du bétail et l'exercice du petit commerce étant presque à la limite de leur exploitation, la plupart des ménages pauvres risquent de faire face à un déficit alimentaire dans les zones susmentionnées dès le mois de février.

L'impact induit par la sécheresse ne sera pas ressenti de façon uniforme sur tous les départements géographiques. La différence dans la répartition des pluies, l'existence ou non d'infrastructures d'irrigation ou des sources de revenus ou de nourriture pérennes expliquent cet état de fait. La péninsule du Nord-ouest, Anse-Rouge incluse, a joui d'une bonne pluviométrie pendant la première campagne ; la récolte est proche de la moyenne après plus de trois ans de perte continue. La FAO a procédé à la distribution de semences en août au moment même où les agriculteurs en avaient besoin. La péninsule du Sud, en dépit d'une pluviométrie beaucoup plus faible que celle reçue dans le Plateau Central, a une plus grande disponibilité alimentaire. Les quelque centaines d'hectares de terres irriguées, la bonne production des artocarpus et des cocotiers et près d'un millier de kilomètres de littoral offrent aux ménages pauvres de la péninsule des opportunités qui n'ont pas leur équivalent dans le Plateau Central, particulièrement dans le haut Plateau. Des localités dans les Nippes (Plaine Baconnois, une partie de l'Azile, d'Arnault, de Petite Rivière), dans le Sud (Aquin), dans l'Artibonite (Dibédou, Personé, Marose, Terre Blanche), dans le Nord-est (Plaine de Fort-Liberté, Mombin Crochu) ont beaucoup souffert de déficit hydrique et la production des céréales y varie de très faible à quasi-nulle.

Des récoltes débutées depuis août se poursuivent encore dans de nombreuses zones. C'est particulièrement le cas dans la Grand 'Anse où les ignames, les haricots, les fruits d'arbre véritable, les bananes sont en récolte. Bien que faible, la récolte du maïs semé en mai/juin se déroule encore à Maïssade. Toutes ces récoltes contribuent à améliorer la disponibilité et l'accès aux aliments dans des limites qui varieront avec les zones. Si à Maïssade, elles n'iront pas au-delà de novembre, dans la Grand 'Anse elles pourront se maintenir jusqu'au début de la prochaine période de soudure en mars.

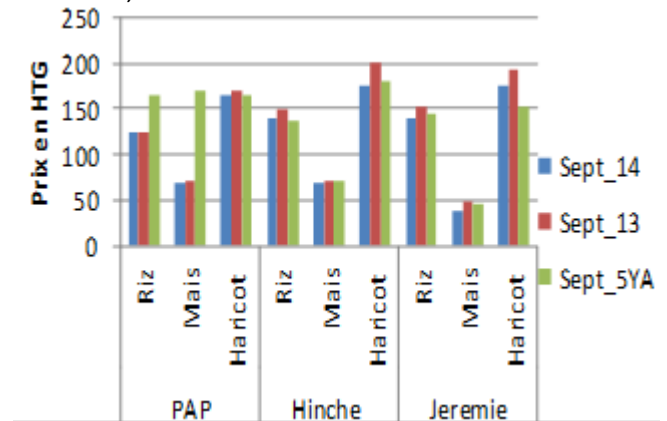
**Production animale.** Les périodes sèches enregistrées un peu partout depuis mai n'ont pas beaucoup affecté la production fourragère. La disponibilité de l'eau et du fourrage ont permis aux animaux de maintenir leur embonpoint dans la plupart des zones. De plus, la maladie du Teschen qui décimait l'élevage des porcins est sur le point d'être contenu avec la mise à disposition de vaccin aux éleveurs par le Ministère de l'Agriculture à la fin de septembre 2014. Cependant, de manière typique, la vente du bétail s'est accélérée à l'occasion de l'ouverture des écoles, mais le niveau paraît plus élevé dû à la faible production agricole. Les prix s'affichent à la baisse jusqu'à 5-10 pour cent suivant l'espèce. Il est probable que cette situation se poursuive pendant toute la période de la perspective, vu que de manière typique, les ménages pauvres sont obligés de vendre leur bétail pour faire face à un choc. L'élevage entre généralement pour 5 à 15 pour cent dans le revenu des ménages pauvres en fonction des zones.

**Main-d'œuvre.** Octobre est le mois où la demande de la main-d'œuvre agricole est faible dans le pays. Elle le sera encore davantage cette année suite à la faiblesse de l'investissement dans le secteur et de la production agricole. Elle devra augmenter à la fin de novembre et pendant le mois de décembre dans les aires irriguées. Cependant, elle restera en dessous de la moyenne annuelle pour cette période, à moins d'un appui substantiel des bailleurs ou du Ministère de l'Agriculture aux agriculteurs. Sinon, ces derniers n'auront pas assez de ressources pour s'approvisionner en intrants agricoles. Leur besoin en main-d'œuvre sera revu à la baisse. Toutefois, le salaire journalier restera inchangé vu qu'il est déjà assez faible dans les zones rurales. Il varie entre 50 et 200 gourdes suivant la zone. Les ménages pauvres qui fournissent la main-d'œuvre et pour laquelle ils tirent 35 à 70 pour cent de leur revenu devront augmenter la production du charbon de bois, troisième source de revenu après la main-d'œuvre et la vente de produits agricoles. La migration vers les villes, et les pays voisins gagneront de l'essor.

#### Evolution des prix des produits alimentaires.

Comparé à 2012 et début de l'année 2013, les prix ont affiché des baisses significatives. En effet, les deux cyclones de 2012 avaient provoqué des pertes de récolte conduisant à une envolée des prix des produits alimentaires dès septembre 2012. L'amélioration de la production en 2013 a augmenté l'offre des produits alimentaires locaux et a entraîné une baisse des prix qui se maintient encore grâce aux récoltes qui ont commencé depuis l'été 2014. Par exemple, les prix des haricots noirs ont connu des chutes de 12 pour cent, 9 pour cent et 5 pour cent respectivement sur les marchés de Hinche, Jérémie et Jacmel en septembre 2014 en comparaison à septembre 2013. Par contre, par rapport à la moyenne de cinq ans (2008-2013), ces prix sont légèrement inférieurs (-3 pour cent) à Hinche et Jérémie, mais supérieurs à Jacmel (11 pour cent). Par rapport au mois d'août 2014, ils ont subi une augmentation de 17 pour cent à Hinche et à Jacmel et une baisse de 12 pour cent à Jérémie (fig. 2).

**Figure 2.** Evolution des prix sur les marchés de Port-au-Prince, Hinche et Jérémie.



Source: FEWS NET/CNSA

Les bonnes perspectives de production au niveau mondial pour l'année 2014-2015 et la baisse des prix se reflètent sur le marché haïtien. La FAO rapporte dans le bulletin de septembre sur l'offre et la demande de céréales que « l'abondance des récoltes et le gonflement des stocks exercent une pression à la baisse sur les prix ». Aussi a-t-on observé une stabilité des prix des produits importés tels que le riz, la farine de blé et le sucre sur presque tous les marchés du pays entre août et septembre 2014. Ils accusent une baisse de 7 à 15 pour cent sur ces marchés à l'exception de celui de Jérémie où l'huile de cuisine a connu une augmentation de 7 pour cent par rapport à septembre 2013. En comparaison à la moyenne de cinq ans, le riz et les huiles sont généralement à la hausse allant jusqu'à 15 et 19 pour cent respectivement. La tendance actuelle à la stabilité des prix des produits importés observée sur la plupart des marchés du pays en septembre 2014 pourrait se renverser au cours des prochains mois. La probable augmentation du coût du transport et la fréquente dépréciation de la gourde sont susceptibles de provoquer une hausse des prix des produits tant importés que locaux. De plus, il faut noter que le marché est régulièrement approvisionné et que les risques de rupture de stock sont relativement faibles.

**Assistance humanitaire.** En vue d'atténuer l'effet des facteurs qui affectent l'accès à la nourriture des ménages pauvres des communes les plus sensibles à ces facteurs, des ONG, des agences des Nations-Unies et le Gouvernement Haïtien mettent à la disposition de ces personnes des bons alimentaires équivalant à 1100 gourdes mensuellement. Plus de 16 000 ménages bénéficient du projet *Kore Lavi* au niveau des départements de l'Artibonite, du Centre, du Nord-ouest, du Sud-est et de l'Ouest. De plus, le PAM entreprend un projet de cash for Works qui bénéficie 5000 ménages dans les communes de Bombardopolis, Mole St Nicolas et Baie de

Henne. Ce projet s'étend d'octobre à décembre 2014. Le PAM apporte également un plat chaud à près de 400 000 élèves à raison de 18 jours par mois répartis sur tous les départements à l'exception de celui du Sud.

### *Suppositions*

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes:

- Depuis le début du mois de juin la pluviométrie a considérablement diminué à travers tout le pays. Cette situation semble être due aux effets du phénomène El Niño. En effet, la plupart des modèles de prédiction indiquent que les conditions peuvent se détériorer avec une probabilité de 67 pour cent pour qu'on ait un El Niño entre octobre et décembre. La manifestation d'un tel phénomène se traduirait par une réduction des pluies pendant cette période et une baisse considérable des activités agricoles. Toutefois, il est probable que les pluies soient légèrement au-dessus de la moyenne entre janvier et mars, ce qui faciliterait un début précoce de la campagne agricole du printemps, comme cela arrive assez souvent dans certaines zones comme dans le Sud-est en cas de démarrage précoce de la saison.
- Les semis de maïs et d'haricots effectués en août/septembre subiront des pertes estimées à plus de 30 pour cent. Cette perte pourrait être encore plus élevée pour le pois congo et le sorgho mis en terre au printemps et dont la récolte est attendue entre décembre et février. Les agriculteurs qui ne bénéficient ni de crédit ni d'assurance et qui se trouvent maintenant à court d'argent seraient contraints de réduire les superficies emblavées pendant les semis de novembre/décembre dans les aires irriguées et pendant les semis du printemps entre mars et mai.
- Une anticipation de la période de soudure est probable. Arrivés normalement à l'épuisement fin mars, les stocks des ménages pauvres auront terminé dès janvier/février 2015 dans les zones les plus touchées comme les Nippes, le Sud-est, l'Ouest, le Plateau Central et le Nord-est.
- Une augmentation d'environ 10 pour cent du volume des transferts d'argent de la diaspora est à espérer en décembre par rapport à la même période en 2013 à l'occasion des fêtes de fin d'année touchant ainsi un plus grand nombre de bénéficiaires. Une augmentation des transferts est observée d'année en année particulièrement pendant les périodes de grande dépense comme à l'ouverture des classes en octobre et en décembre.
- Présenté au parlement pour approbation, le budget de l'État est revu à la hausse. Il est probable que les programmes sociaux comme la distribution de coupons alimentaires et d'éducation pour tous qui profitent également aux ménages pauvres vont s'intensifier tout au moins se maintenir à leur niveau actuel au cours de cette année fiscale.
- Le taux de change de la monnaie nationale par rapport au dollar américain est resté élevé depuis sa hausse continue en 2014 dû probablement à l'anticipation des acteurs économiques face à la détérioration de la situation socio-politique dans le pays et aussi à la faiblesse de la production nationale. Toutefois cette dépréciation de la gourde ne semble avoir d'impact significatif sur les prix des produits alimentaires importés puisque les prix de ces derniers demeurent relativement stables depuis le début de l'année. Cette situation pourrait s'expliquer par le fait que les prix au niveau international ont baissé. Cependant, si le dollar continue de s'apprécier par rapport à la gourde, il y a lieu de s'attendre à une hausse des prix des produits alimentaires importés comme le riz, la farine de blé, le sucre et les huiles de cuisine, notamment au cours des mois de décembre et de janvier.
- L'augmentation actuelle de l'offre alimentaire découlant des récoltes en cours a eu un impact significatif sur les prix des produits locaux. Cependant, vu la faiblesse de la production cette année, il est probable que les prix augmentent plus tôt et plus rapidement qu'en temps normal. Des augmentations significatives pourront être enregistrées entre novembre et mars.

- Le monde humanitaire bien que beaucoup moins visible sur le terrain depuis plus de deux ans maintient sa présence dans certaines zones comme dans le Nord-ouest, le Plateau Central et dans une moindre mesure dans le Sud-est. Le Programme EDEPEP poursuit les activités en faveur des ménages vulnérables. Le déploiement en cours du projet *Development Food Assistance Program* (DFAP) connu sous l'appellation de Kore Lavi et financé par l'USAID, à côté d'autres projets dans le Nord et le Nord-est contribueront à atténuer la dégradation des conditions de sécurité alimentaire des ménages pauvres dans les zones concernées.
- Le Gouvernement vient d'augmenter le coût du carburant à la pompe et d'autres augmentations sont attendues vers la fin de l'année. Une augmentation du coût du transport en commun est probable, ce qui pourrait produire une hausse des prix des produits alimentaires de base conduisant à une aggravation de la sécurité alimentaire des ménages pauvres.
- Les intrants agricoles tels que les semences et les fertilisants chimiques sont rares et chers. Il s'en suit une diminution de la capacité d'investissement des agriculteurs qui n'a aucun accès au crédit et qui sera donc contraint d'emblaver moins de surface et d'embaucher moins de travailleurs agricoles.

#### *Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire*

La faible pluviométrie entre août et septembre dans de nombreuses zones a affecté le développement des cultures avec des conséquences néfastes sur la production d'automne. Dans certaines zones comme les Nippes, le Sud, le Sud-est, le haut Plateau Central et le Nord-est, les stocks constitués en été suite aux récoltes au niveau des ménages n'atteindront pas décembre comme cela est le cas en temps normal. Si en octobre, ils sont capables de puiser dans ces réserves, ces dernières seront complètement épuisées en novembre. Les faibles récoltes de pois congo, de sorgho et de maïs leur permettront d'avoir recours à leur production propre comme source de nourriture pendant un laps de temps entre décembre et janvier, mais ne suffiront pas à satisfaire leur besoin énergétique. Ils dépendront encore beaucoup plus du marché dès janvier/février. La demande de la main-d'œuvre agricole, l'une des principales sources de revenu des pauvres sera à la baisse de façon significative, vu le niveau élevé des pertes de récolte et une anticipation de la diminution des investissements dans les zones irriguées en novembre et décembre. L'aide alimentaire apportée par les acteurs atténuera l'impact de l'insécurité alimentaire dans les zones ciblées. Les pauvres et les très pauvres généralement constitués de 55 à 70 pour cent de la population d'une zone donnée devront accentuer la coupe des arbres et la vente des têtes de bétail pour améliorer leur revenu sans pour autant couvrir les 2100 Kcal nécessaires par personne et par jour.

Si l'insécurité alimentaire demeure minimale dans la plupart des zones de modes de vie au cours du mois d'octobre, elle est appelée à se dégrader dans certaines localités de la zone sèche d'agriculture et de pêche (Anse-à-Veaux, Petite Rivière de Nippes, Azile), la zone agro-pastorale semi-humide (La Colline, Flammand, Brodequin à Aquin), la zone agro-pastorale sèche (La Gonâve) et agropastorale de Plateau (Thomassique, Cerca-La Source) entre autres entre novembre et mars si les ménages pauvres et très pauvres ne reçoivent pas une assistance. L'aridité des terres dans ces zones, les périodes sèches successives ayant entraîné la perte des récoltes et la faible opportunité d'emploi sont les principales causes de cette situation. Ces zones pourront se retrouver en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) entre novembre et janvier. Dans le Sud-est, les Nippes et le Sud, cette situation est appelée à s'empirer en février/mars pour atteindre Crise (Phase 3 de l'IPC).

**ZONES DE PRÉOCCUPATION****Zone agropastorale de plateau (Thomassique, Cerca la Source, Cerca Cavajal, Hinche, Maïssade)***Situation actuelle*

Les récoltes de printemps qui ont pris fin dès la fin du mois d'août, ont été estimées largement en dessous de l'année de référence, jugée normale, dans ces communes où des conditions sèches ont sévi entre les mois de mai et juillet. L'insuffisance d'humidité pendant cette période a influé sur les phases de croissance, de floraison et par ricochet, sur le rendement des cultures de printemps. En plus du déficit enregistré dans la production du pois inconnu et d'arachide, la récolte de maïs, principale culture de la zone a affiché des pertes estimées, par la CNSA, à plus de 50 pourcent par rapport à l'année de référence. Les impacts des conditions sèches ont été aussi néfastes au lancement des activités relatives à la deuxième campagne agricole. Les superficies emblavées pour la campagne d'été sont relativement inférieures à la normale.

Les cultures de sorgho et de pois congo, dont les récoltes sont attendues entre les mois de décembre et janvier, sont en phase de floraison après avoir elles aussi souffert des conditions sèches. Malgré une reprise des pluies dès le mois de septembre, la performance des récoltes, qui de toute évidence ne sera pas normale, reste largement tributaire de la manifestation du phénomène el Niño dont la probabilité d'occurrence s'élève encore à 67 pourcent entre octobre et décembre, selon la CARICOF.

L'élevage se porte relativement bien grâce à la disponibilité fourragère et des points d'eau de surface qui résultent de la pluviosité du mois de septembre. Il reste toutefois menacé par les conséquences de la manifestation du phénomène El Niño qui pourrait conduire à une diminution de la disponibilité de l'eau de surface.

La demande de main d'œuvre agricole, source première de revenu des plus pauvres, a été estimée faible et continuera de l'être pendant toute la période, du fait que la sécheresse a, d'une part, ralenti les activités agricoles et, d'autre part, le mauvais rendement des différentes cultures a affaibli les capacités financières des agriculteurs moyens/mieux lotis, pourvoyeurs d'emplois.

Malgré la faiblesse de la production, l'accès aux aliments de base est significativement amélioré. Les stocks ne sont pas encore épuisés et les marchés sont approvisionnés en produits locaux en plus de la régularité des produits importés. Les prix, quant à eux, après avoir chuté, connaissent une certaine stabilité depuis ces trois derniers mois, certains produits alimentaires de base se vendent à des prix même inférieurs à ceux de l'année dernière, à pareille époque. Le haricot noir se vend actuellement à 175 gourdes la marmite contre 200 gourdes en septembre 2013, de même le riz importé s'achète à 140 au lieu de 150 gourdes l'an dernier alors que le maïs moulu local se vend à 70 gourdes, soit 4 gourdes de moins que l'année passée à pareille époque.

De plus, la reprise de la pluie depuis le début du mois de septembre a créé une demande relative de main d'œuvre, mais qui demeure en-deca de la normale, pour les activités de sarclage et de préparation de sols pour le semis de patate douce actuellement en cours. Les ménages pauvres comptent aussi sur la vente de fruits d'avocats et de feuilles légumières pour se faire un complément de revenus.

Pour ce qui est de l'assistance humanitaire, les programmes sociaux du Gouvernement, le projet KORE LAVI, financé par l'USAID, distribuent sur une base mensuelle, des rations alimentaires aux femmes enceintes et aux enfants de moins de deux ans, dans le but de prévenir des cas de malnutrition, en plus d'un bon d'achat de 1100 HTG remis à 3000 ménages bénéficiaires dans les communes de Thomassique, Cerca Cavajal et Cerca la Source. Le Kit alimentaire pour femmes enceintes est composé de : 6 kg de farine, 1.35 kg d'huile, 3 kg de blé et 0.9 kg de haricot alors celui de l'enfant est constitué de : 3 kg de farine, 3 kg de blé, 0.9 d'huile et 0.9 kg de haricot. De plus, la World Vision exécute un programme de cantine scolaire pour un nombre de 54,231 élèves bénéficiant d'une ration (riz, haricot, huile, sel) de 0.165 kg par jour.



*Suppositions*

- La demande de main d'œuvre connaîtra une baisse significative par rapport à la normale pour le reste de l'année et entre février et mars, ce qui affectera le niveau des revenus des ménages pauvres. Cette baisse dans la demande de main d'œuvre est le résultat de la mauvaise performance des deux principales campagnes agricoles de l'année.
- Le prix des produits alimentaires de base connaîtra une hausse en réponse à l'application de la loi de finance qui fait augmenter le coût du carburant à la pompe. Et ce, malgré la régularité espérée au niveau des importations.
- La migration vers la République Dominicaine qui se fait typiquement entre mai et juillet comme c'est si souvent le cas après des pertes de récolte débutera s'accroîtra dès le mois de janvier. Elle représentera une alternative pour les ménages pauvres en quête d'emplois et face à une éventuelle dégradation de la situation.

*Résultats les plus probables sur la sécurité alimentaire*

En dépit de la faiblesse des récoltes, des stocks alimentaires, quoique significativement en dessous de la normale, ont pu être constitués. Entre octobre et décembre, en plus de la disponibilité du maïs, des récoltes de banane, de manioc doux, de pois congo et dans une moindre mesure de sorgho viendront renforcer la disponibilité. La vente de fruit d'avocats compense en partie le manque à gagner résultant de la faible demande de main d'œuvre. A cela, il faut ajouter l'apport complémentaire des aides alimentaires (KORE LAVI, WV) et des transferts d'argent des programmes sociaux du Gouvernement et de (KORE LAVI) sur la disponibilité et le pouvoir d'achat des ménages pauvres. Ceci dit, les ménages pauvres n'éprouveront pas de difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires de base, ils se retrouveront donc en situation de sécurité alimentaire Minimale (Phase 1 de l'IPC) pendant tout le trimestre octobre-décembre 2014.

Le rendement des cultures telles que le pois congo et le sorgho reste très dépendant de la situation pluviométrique entre octobre et décembre. Or, tout porte à croire que le phénomène el Niño peut encore se manifester durant ce trimestre, ce qui aura comme conséquence une nette réduction de la production des dites cultures. Les stocks de maïs doivent s'épuiser dès la fin du mois décembre. La production du sorgho déjà en régression dans la zone, ne sera pas capable de suppléer le manque de cette céréale. La demande de main-d'œuvre devra être très en deçà entre janvier et mars 2014, par contre les prix commenceront par s'afficher à la hausse et le marché deviendra aussi plus important dans l'approvisionnement des ménages. Certaines difficultés surgiront alors au niveau des ménages pauvres, ce qui les placera en situation de Stress, Phase 2, entre janvier et mars 2014.

**Zone sèche d'agriculture et de pêche (Sud-est) Anse à Pitres, Bainet, Grand Gosier, Jacmel, Belle Anse***Situation actuelle*

Ces communes ont été des plus touchées par les conditions sèches qui se sont manifestées depuis le mois de mai jusqu'à la fin du mois de juillet. Le manque d'humidité dont ont souffert les sols pendant ce trimestre a grandement influé sur les différents stades phénologiques des cultures provoquant, par la suite, des rendements en dessous de la normale. Selon les techniciens de la CNSA, les pertes enregistrées ont été estimées entre 30 et 50 pourcent au niveau de la production de haricot et de maïs avec un pic de perte de plus de 50 pourcent dans la commune d'Anse à Pitres.

Bien que des chutes de pluies soient continuellement enregistrées depuis le mois d'Août, le taux d'humidité des sols reste encore en dessous de la moyenne, comme en témoignent les publications hebdomadaires de NOAA. Ce déficit d'humidité entamera la production des cultures telles que le pois congo et le sorgho dont les récoltes sont attendues entre les mois de décembre et janvier. Démarrée en juillet/aout avec quelques semaines de

retard, la deuxième saison, représentant en général 30 pour cent de la production annuelle, a souffert également de carence hydrique. Le faible niveau de production de la première campagne et le manque d'assistance de la part de l'Etat ont entraîné une diminution de la superficie emblavée par rapport à la normale dans certaines localités. La récolte des deux principales cultures de cette saison se déroule en septembre/octobre.

A la faveur des récentes précipitations, des récoltes d'igname ont pu être effectuées dans les hauteurs. Celles-ci alimentent le marché local, s'additionnant à la faible disponibilité de maïs, de banane, de patate, de fruits d'avocats et de feuilles légumières en plus de l'approvisionnement normal du marché en produits importés. La disponibilité des produits locaux est très faible en comparaison à une année normale, mais elle permet aux ménages de constituer des stocks et de se procurer un peu d'argent en compensation du manque à gagner engendré par la chute de la demande de main d'œuvre.

Le prix des produits locaux commence à fluctuer. Le prix du haricot noir, après avoir été stable entre juillet et août a enregistré un bond typique de 16 pourcent en septembre, il reste toutefois inférieur à l'année dernière. Le prix du maïs moulu, après avoir décliné entre juin et juillet est stable mais reste encore plus élevé que l'année dernière d'environ 9 pourcent.

Le revenu des ménages pauvres a chuté suite à la faiblesse de la demande de main-d'œuvre, mais des activités de pêche continue de représenter une source alternative de revenus. Pour venir en aide, le projet KORE LAVI assiste 2600 familles dans les communes de Belle Anse, Grand Gosier et Anse à Pitres, en leur transférant un bon d'achat de 1100 gourdes dans le cadre d'une assistance de mesure de protection tous les mois jusqu'en 2019. Ce montant représente le salaire de 7 journées de travail, supposant un salaire de 150 HTG par homme-jour.

#### *Suppositions*

- Le pouvoir d'achat des ménages pauvres chutera de manière très substantielle, ceci sera plus marqué entre janvier et mars, période de pic dans la demande de main d'œuvre.
- La hausse typique des prix des produits de première nécessité entre février et mars, peut s'accroître davantage à cause d'un épuisement prématuré des stocks et la transmission de l'effet de l'augmentation du carburant à la pompe.
- La manifestation du phénomène El Niño affectera les récoltes de pois congo et de sorgho à la fin de l'année ainsi que la disponibilité d'autres cultures telles que manioc doux et igname, entre autre.

#### *Résultats les plus probables sur la sécurité alimentaire*

Au cours du mois d'octobre, les ménages devraient pouvoir satisfaire leurs besoins alimentaires sans trop de soucis. Il est vrai que les stocks de maïs sont très faibles et ne sont pas appelés à durer, mais les récoltes d'igname devraient renforcer la disponibilité au niveau des ménages et celles de haricots, de fruits d'avocats et de feuilles légumières apporteraient, à leur tour, un supplément de revenus pour améliorer le pouvoir d'achat pendant le mois d'octobre. Cependant l'épuisement prématuré des stocks de maïs et d'haricot, la faible production de patate et l'espérance d'une faible production de sorgho et de pois congo entre novembre et décembre, faiblesse qui serait beaucoup plus accentuée si le phénomène El Niño devait se manifester, entraîneront du coup une baisse dans le revenu des ménages pauvres. L'effet conjugué de ces constats aura un impact dégradant sur la consommation alimentaire des pauvres, les plaçant en situation de Stress, Phase 2, entre novembre et décembre.

A partir du mois de janvier la diminution des stocks s'accroîtra davantage. La disponibilité de sorgho sera trop faible pour se substituer au maïs. Les récoltes d'igname et de patate peuvent être discontinuées par les conditions sèches qu'aura générées la manifestation du phénomène el Niño. La hausse des prix commencera par

se matérialiser alors qu'on s'attend à une baisse significative dans la demande de main d'œuvre pour cette même période. Les ménages pauvres devront alors s'approvisionner à plus de 70 pourcent au marché. Même bénéficiant des coupons, ils feront face à de plus amples difficultés pour satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Ils se retrouveront ainsi en situation de Crise, Phase 3, entre janvier et mars 2015.

### EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

**Tableau I:** Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Passage d'un cyclone</li> <li>• Baisse des prix des céréales sur le marché international</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Destruction des plantations, coupure des routes, dysfonctionnement des marchés.</li> <li>• Atténuation de l'effet de la dépréciation de la monnaie nationale sur les prix des produits importés.</li> </ul>
National	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Troubles socio-politiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ralentissement des activités économiques conduisant à un non-approvisionnement des marchés en produits alimentaires de façon temporaire.</li> </ul>
Artibonite	Les instances responsables procèdent au curage des canaux de drainage.	Les parcelles sont bien drainées et le rendement du riz par unité de surface s'améliore.
Plateau Central et l'Artibonite	Le niveau du lac de Péligre baisse considérablement, conséquence de la sécheresse dans le Nord et le Centre.	La production rizicole dans l'Artibonite s'en trouve négativement affectée, particulièrement la deuxième campagne qui s'étendra de novembre 2014 à avril 2015.

#### A PROPOS DE L'ÉLABORATION DE SCENARIOS

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, CNSA/FEWS NET développent les suppositions de base concernant les événements possible, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. CNSA/FEWS NET font leurs analyses basées sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens d'existence locaux pour développer des scénarios estimant les résultats de la sécurité alimentaire. D'habitude, CNSA/FEWS NET prévoient du scénario le plus probable. Pour en savoir plus, cliquez [ici](#).